

principe que des gens raisonnables pourront s'asseoir autour d'une même table pour négocier des compromis sensés. Mais les pressions et les attentes qui grandissent de part et d'autre risquent de priver MM. de Klerk et Mandela de ce luxe.

L'ANC, notamment, est confronté à quelques dilemmes fondamentaux. D'une part, il doit appuyer le processus de négociation pacifique ; d'autre part, comme il a renoncé à la lutte armée, les grands mouvements de protestation, qui engendrent généralement la violence, constituent son seul moyen de pression sur le président de Klerk. Les actions de masse, imposées de façon arbitraire, sont une abomination pour l'*Inkatha* et elles sont la cause immédiate de bien des heurts dans les cités noires. Cependant, plus l'ANC évite les manifestations et s'engage dans la négociation et les compromis, plus il lui devient difficile de maintenir son image de parti populaire à l'avant-garde de la lutte pour la libération.

C'est sur la question des sanctions économiques que la position de l'ANC est de loin la plus délicate. En privé, ses dirigeants reconnaissent que les sanctions exacerbent les difficultés économiques du pays et coupent l'herbe sous le pied à tout futur gouvernement. Pourtant, l'organisation ne peut se permettre de les voir levées par la collectivité internationale tant qu'un gouvernement intérimaire quelconque n'est pas en place. De plus, son discours contradictoire et déroutant s'agissant de la politique économique et des investissements étrangers lui nuit indéniablement aux yeux de beaucoup de sympathisants occidentaux.

Le remplacement de la taxe générale sur les ventes, jugée inefficace, par une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'arrange pas non plus les choses pour l'ANC et pour le gouvernement. En choisissant un moment on ne peut plus inopportun pour prendre cette mesure, Pretoria a offert aux syndicalistes militants une occasion rêvée de mobiliser la population autour de la question névralgique de « l'imposition sans représentation ». Toutefois, la controverse sur la TVA réveille aussi des différends stratégiques au sein de l'alliance entre l'ANC et le Cosatu (Congrès des syndicats d'Afrique du Sud). Bien qu'ils ne soient guère disposés à laisser la tempête soulevée par la TVA faire obstacle aux négociations, les modérés de l'ANC doivent s'incliner devant des éléments plus radicaux de l'alliance décidés à se servir de ce dossier pour établir fermement le principe suivant : aucune restructuration économique ne peut avoir lieu sans leur consentement.

LA VAGUE DE VIOLENCES, POLITIQUES ET CRIMINELLES, QUI A FAIT DES MILLIERS de morts en une année et qui ne montre aucun signe d'essoufflement, accentue le climat actuel d'incertitude et de pessimisme. Les causes en sont nombreuses : chômage, récession, urbanisation rapide, rivalités ethniques, éclatement de la famille noire et facilité à se procurer des armes à feu. Mais la situation est attisée par une série d'assassinats politiques perpétrés par des éléments « non identifiés », dissidents des forces de sécurité, pense-t-on.

Les activités de ce que l'on appelle la « troisième force » ont provoqué de graves tensions personnelles entre F.W. de Klerk et Nelson Mandela. Le dirigeant de l'ANC accuse le gouvernement de jouer sur deux tableaux, c'est-à-dire de négocier avec l'ANC tout en sapant ce dernier en laissant libre cours aux violences. Il est convaincu que le président pourrait trouver les auteurs de troubles s'il le souhaitait vraiment. Ce à quoi l'intéressé répond que la violence n'est dans l'intérêt de personne, mais que les forces de sécurité ont beaucoup de mal à faire cesser la lutte fratricide entre l'ANC, l'*Inkatha* et d'autres organisations noires. Par ailleurs, le ministre de l'Intérieur fait valoir que, si le taux de criminalité est élevé, c'est entre autres parce que la police est détournée de ses tâches normales pour aller réprimer les violences politiques dans les cités noires.

Malgré tous les troubles de 1991, on continue de s'acheminer vers un règlement négocié. La nouvelle conjoncture internationale et le rejet quasi-universel du marxisme-léninisme, jusqu'ici au nombre des doctrines les plus admirées en Afrique, influent même sur les groupes les plus radicaux. Jusqu'au Parti communiste d'Afrique du Sud jadis staliniste qui vante aujourd'hui les vertus du pluralisme et de la propriété privée.

EN MATIÈRE DE POLITIQUE EXTÉRIEURE, LES DIFFÉRENCES ENTRE LES CANDIDATS au pouvoir en Afrique du Sud ne sont pas moins marquées. Le plus récent exemple de dissonance remonte à la guerre du Golfe. Pretoria a pris fait et cause pour la coalition occidentale, alors que l'ANC et les mouvements plus à gauche exprimaient leurs sympathies pour Saddam Hussein, symbole de l'anti-impérialisme.

Malgré le fait qu'il sera nécessaire à l'Afrique du Sud, une fois la page de l'*apartheid* tournée, de présenter un front uni pour solliciter l'aide étrangère, on ne voit guère aujourd'hui entre les parties de signes de convergence, ni même de pourparlers, au sujet de la politique extérieure. Même si les

réformes gouvernementales ont ouvert au président de Klerk les portes de chancelleries occidentales qui lui étaient jusque-là fermées, l'ANC compte davantage de contacts diplomatiques que ce dernier.

Néanmoins, si l'on part du principe que l'Afrique du Sud connaîtra plus tôt que tard un gouvernement multiracial, on peut prédire sans grand risque de se tromper que le pays réintègrera le Commonwealth et deviendra membre de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dans un proche avenir. En raison de sa superficie et de sa puissance économique relative, elle est capable de jouer un rôle influent dans ces deux instances.

De plus, au sein de l'*establishment* des affaires étrangères comme dans les rangs de l'opposition noire, on croit à l'aptitude du pays à devenir la locomotive économique du sous-continent et à mener la région vers le redressement économique, de concert avec l'Angola et le Zaïre. Éternel optimiste, M. Pik Botha, qui fut longtemps ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, est persuadé que son pays jouera un

rôle central dans l'élévation à la prospérité des 100 millions de personnes qui peuplent les onze pays de la région. « Ensemble, nous [les onze nations] pouvons conclure avec l'Europe une entente d'intérêt mutuel. Nous pouvons même faire mieux que l'Europe de l'Est », assure-t-il.⁴

Pik Botha est sans doute convaincu que l'Europe détient la clef du développement et de la prospérité de l'Afrique australe, mais il n'est nullement certain que l'ANC et ses alliés en pensent autant. Une fois au gouvernement, il est probable qu'ils considéreront d'abord les intérêts de leurs voisins africains et qu'ils forgeront peut-être des alliances qui iront à l'encontre des intérêts américains et ouest-européens.⁵

Même ceux qui sont moins optimistes quant au potentiel économique de la région concèdent qu'une Afrique du Sud acceptée au niveau international est une des dernières et meilleures chances pour l'avenir de l'Afrique. Ce serait une des ironies suprêmes de ce siècle extraordinaire que le pays qui pendant si longtemps a uni l'OUA et d'autres organisations contre ses politiques raciales insuffle vie au continent en ouvrant la voie vers une démocratie non raciale, multipartite et fondée sur une économie de marché. □



Janine Bennett

1. Donald Horowitz, *A Democratic South Africa : Constitutional Engineering in a Divided Society*, University of California Press, Berkeley, 1991.
2. P. Fabricus et S. Johnson, *The Star International Weekly*, 4 septembre 1991.
3. La constitution actuelle, qui est entrée en vigueur en septembre 1984, prévoit un parlement à trois chambres : la première est élue par les électeurs « blancs », la deuxième, par les électeurs « métis » et la troisième, par les électeurs « indiens ». Les citoyens noirs d'Afrique du Sud n'ont aucun droit de vote aux termes de cette constitution. Ils votent dans leurs « homelands » tribaux.
4. Cité par Harvey Tyson dans *South Africa's New World*, Leadership Publications, 1991.
5. Harvey Tyson.